



DIÁRIO DA REPÚBLICA

PREÇO DESTE NÚMERO — 20\$00

Assinaturas	Assinatura		1 — A renovação das assinaturas ou a aceitação de novos assinantes para qualquer das publicações oficiais deverá ter lugar até ao final do mês de Janeiro para as assinaturas anuais ou para as do 1.º semestre e até 31 de Julho para as que corresponderem ao 2.º semestre. 2 — Preço de página para venda avulso, 2\$50; preço por linha de anúncio, 5\$5. 3 — Para os novos assinantes do <i>Diário da Assembleia da República</i> , o período da assinatura será compreendido de Janeiro a Dezembro de cada ano. Os números publicados em Novembro e Dezembro do ano anterior que completam a legislatura serão adquiridos ao preço de capa.
	Anual	Semestral	
<i>Diário da República</i> :			
Completa	9 000\$00	5 000\$00	
1.ª, 2.ª ou 3.ª séries	3 600\$00	2 000\$00	
Duas séries diferentes	6 000\$00	3 300\$00	
Apêndices	3 000\$00	-	
<i>Diário da Assembleia da República</i>	2 800\$00	-	
<i>Compilação dos Sumários do Diário da República</i>	1 500\$00	-	

NOTA. — A estes preços acrescem os portes de correio.

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1092 Lisboa Codex.

IMPRENSA NACIONAL-CASA DA MOEDA

Aviso

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao «Diário da República» desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

SUMÁRIO

Assembleia da República:

Resolução da Assembleia da República n.º 8/84:

Convenção n.º 19 da Comissão Internacional do Estado Civil (CIEC) Relativa à Lei Aplicável aos Nomes Próprios e Apelidos.

Ministérios das Finanças e do Plano, da Agricultura, Florestas e Alimentação e do Comércio e Turismo:

Portaria n.º 134/84:

Dá nova redacção aos n.ºs 15.º e 17.º da Portaria n.º 884/83, de 21 de Setembro, que estabelece a classificação do leite para efeitos de pagamento à produção e fixa os seus novos preços à produção de venda ao público e respectivos subsídios.

Ministério da Indústria e Energia:

Declaração:

De terem sido autorizadas transferências de verbas no orçamento do Ministério para o ano de 1983, no montante de 53 423 contos.

Ministérios da Indústria e Energia e do Comércio e Turismo:

Portaria n.º 135/84:

Exclui do regime de preços declarados os bens e serviços enquadrados nas posições da classificação das actividades económicas (CAE) incluídas na lista anexa à Portaria n.º 1/78, de 2 de Janeiro.

Ministério do Comércio e Turismo:

Despacho Normativo n.º 44/84:

Ficam sujeitos ao regime de preços vigiados nos estádios de produção e importação vários bens incluídos na classificação das actividades económicas (CAE, revisão de 1973).

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

Resolução da Assembleia da República n.º 8/84

Convenção n.º 19 da Comissão Internacional do Estado Civil (CIEC) Relativa à Lei Aplicável aos Nomes Próprios e Apelidos.

A Assembleia da República resolve, nos termos dos artigos 164.º, alínea i), e 169.º, n.º 4, da Constituição, aprovar, para adesão, a Convenção n.º 19 da Comissão Internacional do Estado Civil (CIEC) Relativa à Lei Aplicável aos Nomes Próprios e Apelidos, concluída em Munique em 5 de Setembro de 1980, que segue em anexo no seu texto original, em francês, acompanhada da respectiva tradução em português.

Aprovada em 8 de Novembro de 1983.

O Presidente da Assembleia da República, *Manuel Alfredo Tito de Moraes*.

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX NOMS ET PRÉNOMS

Les États signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'État Civil, désirant promouvoir l'unification du droit relatif au noms et prénoms par des règles communes de droit international privé, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1^{er}

1 — Les noms et prénoms d'une personne sont déterminés par la loi de l'État dont elle est ressortissant. A ce seul effet, les situations dont dépendent les noms et prénoms sont appréciées selon la loi de cet État.
2 — En cas de changement de nationalité, la loi de l'État de la nouvelle nationalité s'applique.

ARTICLE 2

La loi désignée par la présente Convention s'applique même s'il agit de la loi d'un État non contractant.

ARTICLE 3

Tout extrait d'acte de naissance doit indiquer les noms et prénoms de l'enfant.

ARTICLE 4

L'application de la loi désignée par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

ARTICLE 5

1 — Lorsque l'officier de l'état civil qui établit un acte est dans l'impossibilité de connaître le droit applicable pour déterminer les noms et prénoms de la personne concernée, il applique sa loi interne et en informe l'autorité dont il dépend.

2 — L'acte ainsi établi doit pouvoir être rectifié au moyen d'une procédure gratuite que chaque État s'engage à instituer.

ARTICLE 6

1 — Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, tout État peut se réserver d'appliquer sa loi interne lorsque la personne concernée a sa résidence habituelle sur son territoire.

2 — La détermination des noms et prénoms suivant cette loi ne vaut que pour l'État contractant qui a fait la réserve.

3 — Aucune autre réserve n'est admise.

4 — Tout État partie à la présente Convention pourra à tout moment retirer, en tout ou partie, la réserve qu'il avait fait. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

ARTICLE 7

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 8

1 — Le présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2 — A l'égard de l'État qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet État de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 9

Tout État pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 10

1 — Tout État, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensem-

ble des territoires dont il assure les relations sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2 — Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit État ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3 — Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

ARTICLE 11

1 — La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2 — Tout État partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres États.

ARTICLE 12

1 — Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux États membres de la Commission Internationale de l'État Civil et à tout autre État ayant adhéré à la présente Convention:

- a) Le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- b) Toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) Toute déclaration relative à des réserves ou à leur retrait;
- d) Toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- e) Toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet.

2 — Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'État Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3 — Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Munich, le 5 septembre 1980, en un seul exemplaire en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des États membres de la Commission Internationale de l'État Civil et aux États adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'État Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(Signature illisible.)

Pour la République d'Autriche:

(Signature illisible.)

Pour le Royaume de Belgique:

(Signature illisible.)

Pour le Royaume d'Espagne:

(Signature illisible.)

Pour la République Française:

(Signature illisible.)

Pour la République Hellénique:

(Signature illisible.)

Pour la République Italienne:

(Signature illisible.)

Pour le Grand-Duché du Luxembourg:

(Signature illisible.)

Pour le Royaume des Pays-Bas:

(Signature illisible.)

Pour la République Portugaise:

(Signature illisible.)

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Turque:

CONVENÇÃO SOBRE A LEI APLICÁVEL AOS NOMES PRÓPRIOS E APELIDOS

Os Estados signatários da presente Convenção, membros da Comissão Internacional do Estado Civil, desejando promover a unificação do direito relativo ao nome próprio e apelidos através da adopção de regras comuns de direito internacional privado, acordaram nas seguintes disposições:

ARTIGO 1.º

1 — O nome próprio e apelidos de cada pessoa são determinados pela lei do Estado de que ela é nacional. Unicamente para este efeito, as situações de que dependem o nome próprio e os apelidos são apreciadas de acordo com a lei deste Estado.

2 — Em caso de mudança de nacionalidade, aplicar-se-á a lei do Estado da nova nacionalidade.

ARTIGO 2.º

A lei designada na presente Convenção aplicar-se-á mesmo no caso de se tratar da lei de um Estado não Contratante.

ARTIGO 3.º

As certidões de registo de nascimento devem indicar o nome próprio e apelidos do registado.

ARTIGO 4.º

A aplicação da lei designada pela presente Convenção só poderá ser afastada se for manifestamente incompatível com a ordem pública.

ARTIGO 5.º

1 — Quando o funcionário do registo civil, ao lavrar o registo, não puder conhecer o direito aplicável à determinação do nome próprio e apelidos da pessoa a registar aplicará a sua lei interna e de tal informará a autoridade de que depende.

2 — O registo assim lavrado deve poder ser rectificado mediante processo gratuito, que cada Estado se obriga a adoptar.

ARTIGO 6.º

1 — No momento da assinatura, da ratificação, da aceitação, da aprovação ou da adesão qualquer Estado poderá reservar-se o direito de aplicar a sua lei interna, desde que a pessoa a registar tenha residência habitual no seu território.

2 — A determinação do nome próprio e apelidos, em conformidade com esta lei, só é válida para o Estado Contratante que tenha feito a reserva.

3 — Nenhuma outra reserva será admitida.

4 — Os Estados partes na presente Convenção poderão a todo o momento retirar, total ou parcialmente, a reserva que tenham feito. A retirada da reserva será notificada ao Conselho Federal Suíço e produzirá efeitos no primeiro dia do terceiro mês seguinte ao da recepção da dita notificação.

ARTIGO 7.º

A presente Convenção será ratificada, aceite ou aprovada, e os instrumentos de ratificação, de aceitação ou de aprovação serão depositados junto do Conselho Federal Suíço.

ARTIGO 8.º

1 — A presente Convenção entrará em vigor no primeiro dia do terceiro mês seguinte ao do depósito do terceiro instrumento de ratificação, de aceitação, de aprovação ou de adesão.

2 — Em relação ao Estado que a ratificar, aceitar, aprovar ou a ela aderir, após a sua entrada em vigor, a Convenção produzirá efeitos no primeiro dia do terceiro mês seguinte ao do depósito, por esse Estado, do instrumento de ratificação, de aceitação, de aprovação ou de adesão.

ARTIGO 9.º

Qualquer Estado poderá aderir à presente Convenção. O instrumento de adesão será depositado junto do Conselho Federal Suíço.

ARTIGO 10.º

1 — Qualquer Estado, no momento da assinatura, da ratificação, da aceitação, da aprovação ou de adesão ou em qualquer outro momento posterior, poderá declarar que a presente Convenção será extensiva ao conjunto dos territórios cujas relações sejam por ele asseguradas no plano internacional ou a um ou a vários de entre eles.

2 — Essa declaração será notificada ao Conselho Federal Suíço, e a extensão produzirá efeitos no momento da entrada em vigor da Convenção para o referido Estado ou, posteriormente, no primeiro dia do terceiro mês seguinte ao da recepção da notificação.

3 — Qualquer declaração de extensão poderá ser retirada por notificação dirigida ao Conselho Federal Suíço, deixando então a Convenção de ser aplicável no mencionado território no primeiro dia do terceiro mês seguinte ao da recepção da referida notificação.

ARTIGO 11.º

1 — A presente Convenção manter-se-á em vigor sem limitação de tempo.

2 — Qualquer Estado que seja parte da presente Convenção tem, porém, a faculdade de a denunciar em qualquer momento após o decurso do prazo de um ano a partir da data de entrada em vigor da Convenção quanto a si. A denúncia será notificada ao Conselho Federal Suíço e produzirá efeitos no primeiro dia do sexto mês seguinte ao da recepção desta notificação. A Convenção manter-se-á em vigor entre os outros Estados.

ARTIGO 12.º

1 — O Conselho Federal Suíço notificará os Estados membros da Comissão Internacional do Estado Civil, bem como qualquer outro Estado que tenha aderido à presente Convenção:

- a) Do depósito dos instrumentos de ratificação, de aceitação, de aprovação ou de adesão;
- b) De todas as datas de entrada em vigor da Convenção;
- c) De qualquer declaração relativa a reservas ou à sua retirada;
- d) De qualquer declaração referente a extensão territorial da Convenção ou sua retirada, com a data a partir da qual produzirá efeitos;
- e) De qualquer denúncia da Convenção, com a data a partir da qual produzirá efeitos.

2 — O Conselho Federal Suíço dará conhecimento ao Secretário-Geral da Comissão Internacional do Estado Civil de qualquer notificação feita em cumprimento do parágrafo 1.

3 — A partir da entrada em vigor da presente Convenção, o Conselho Federal Suíço enviará ao Secretário-Geral das Nações Unidas uma cópia certificada conforme para efeitos de registo e publicação, em conformidade com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas.

Em fé do que os abaixo-assinados, devidamente autorizados para o efeito, assinaram a presente Convenção.

Feita em Munique, em 5 de Setembro de 1980, num único exemplar em língua francesa, que será depositado nos arquivos do Conselho Federal Suíço, e cuja cópia certificada conforme será enviada por via diplomática a cada um dos Estados membros da Comissão Internacional do Estado Civil e aos Estados aderentes. Será igualmente enviada uma cópia certificada conforme ao Secretário-Geral da Comissão Internacional do Estado Civil.

Pela República Federal da Alemanha:
(Assinaturas ilegíveis.)

Pela República da Áustria:
(Assinatura ilegível.)

Pelo Reino da Bélgica:
(Assinatura ilegível.)

Pelo Reino da Espanha:
(Assinatura ilegível.)

Pela República Francesa:
(Assinatura ilegível.)

Pela República Helénica:
(Assinatura ilegível.)

Pela República Italiana:
(Assinatura ilegível.)

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:
(Assinatura ilegível.)

Pelo Reino dos Países Baixos:
(Assinatura ilegível.)

Pela República Portuguesa:
(Assinatura ilegível.)

Pela Confederação Suíça:

Pela República Turca:

O Presidente da Assembleia da República, *Manuel Alfredo Tito de Morais*.

MINISTÉRIOS DAS FINANÇAS E DO PLANO, DA AGRICULTURA, FLORESTAS E ALIMENTAÇÃO E DO COMÉRCIO E TURISMO

SECRETARIAS DE ESTADO DO ORÇAMENTO, DA AGRICULTURA,
DA ALIMENTAÇÃO E DO COMÉRCIO INTERNO

Portaria n.º 134/84

de 3 de Março

Ao abrigo do disposto no artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 45 835, de 27 de Junho de 1964, do Decreto-Lei n.º 138/79, de 18 de Maio, e do artigo 1.º do Decreto-Lei n.º 75-Q/77, de 28 de Fevereiro:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelos Secretários de Estado do Orçamento, da Agricultura, da Alimentação e do Comércio Interno, o seguinte:

1.º Os n.ºs 15.º e 17.º da Portaria n.º 884/83, de 21 de Setembro, passam a ter a seguinte redacção:

15.º — 1 — Os preços máximos do leite ultrapasteurizado de fabrico continental para utilizar fora do local de aquisição são os seguintes:

Embalagens	À porta do centro de tratamento	Margem máxima de distribuição até ao retalho	Margem máxima do retalhista	Preço máximo de venda ao público
De 1 l:				
Gordo	34\$90	2\$40	2\$20	39\$50
Meio gordo ..	32\$40	2\$40	2\$20	37\$00
Magro	29\$90	2\$40	2\$20	34\$50
De 0,5 l:				
Gordo	18\$50	1\$30	1\$20	21\$00
Meio gordo ..	17\$00	1\$30	1\$20	19\$50
Magro	15\$50	1\$30	1\$20	18\$00
De 0,2 l:				
Gordo	9\$60	1\$00	\$90	11\$50
Meio gordo ..	9\$10	1\$00	\$90	11\$00
Magro	8\$60	1\$00	\$90	10\$50